

Des intentions d'investissement qui ne se concrétisent pas, des effectifs stables ou en baisse, une précarité qui augmente, l'année 2004 ne démarre pas sous les meilleurs auspices. Alors que l'on tablait sur un rebond de l'activité, voilà une volée d'indicateurs qui démontrent que l'horizon économique demeure obstinément bouché. Les responsables laissent d'ailleurs transparaître leur désarroi en ne se prononçant pas sur la situation actuelle.

Certes, les carnets de commande sont un peu plus garnis dans quelques établissements de la construction et de l'industrie, mais les services ont accusé un nouveau recul d'activité durant l'hiver et reportent leurs espoirs sur le printemps.

Heureusement, il y a quelques bonnes nouvelles. Pour le deuxième trimestre consécutif, les chiffres d'affaires sont un peu plus élevés qu'à la même période de l'année précédente. Nos exportations ne baissent plus et les importations de biens d'équipement sont en hausse au dernier trimestre 2003, en phase avec le frémissement, encore très timide, de l'activité industrielle. L'excellente tenue du marché du logement, dans le neuf comme dans l'ancien, constitue indéniablement un point fort. Il démontre l'intérêt persistant des ménages pour les investissements immobiliers et assure un volant de travail élevé aux entreprises du secteur. Ceci compense d'ailleurs

une certaine faiblesse dans la construction de locaux destinés aux activités.

Une accalmie relative dans la progression du chômage transparaît au travers de l'évolution en données corrigées des variations saisonnières. On dépasse néanmoins largement les 11 000 demandeurs d'emploi à la fin de l'année et les inscriptions consécutives à un licenciement économique connaissent une recrudescence qui reflète une situation économique dégradée. Les besoins en personnel ne cessent de s'affaiblir comme en témoignent les volumes des nouvelles offres déposées à l'ANPE et des déclarations préalables à l'embauche, moins étoffés qu'en 2002.

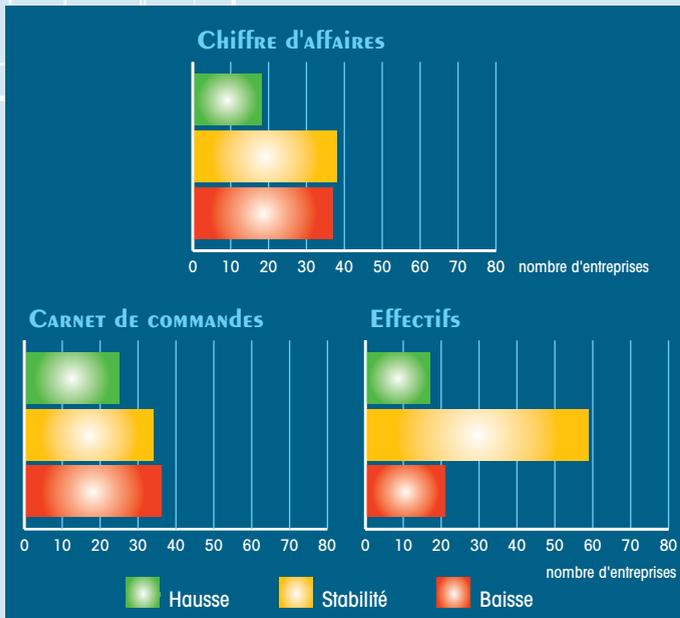
L'accentuation de la précarité, même si elle n'est pas brutale, est bien réelle. Pour y échapper, nombreux

sont ceux qui font le pari de la création d'entreprise. Le tissu économique départemental ne peut s'en trouver que régénéré, mais l'on sait que la moitié des entreprises nouvelles a disparu au bout de cinq ans.

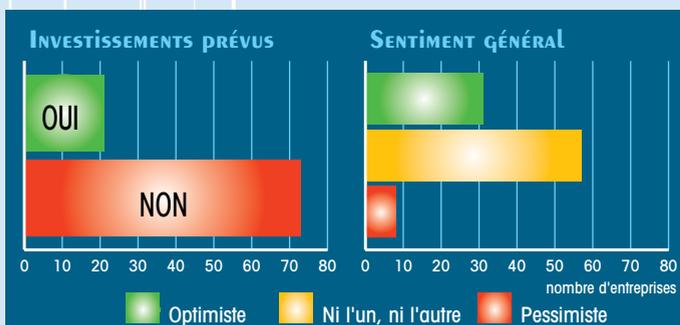
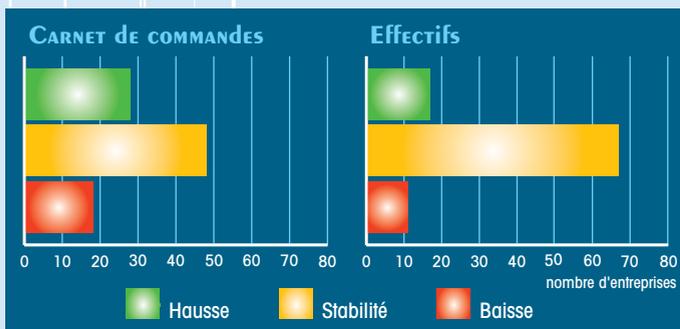
La France et ses voisins tardent à prendre le train de la reprise, lancé à grande vitesse au niveau mondial. Les États-Unis, mais aussi la Chine, l'Asie et à un moindre degré l'Amérique Latine, sont en croissance forte. L'euro a cessé de s'apprécier face au dollar. Que nous manque-t-il pour accrocher les wagons et profiter de cet environnement favorable ?

## LA REPRISE ATTENDUE N'EST PAS AU RENDEZ-VOUS

### ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



### PRÉVISIONS À COURT TERME



Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 3 au 11 mars 2004. Elle couvre 96 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

## LE MARASME PERSISTE DANS LES SERVICES

L'activité ne redémarre pas. Les **chiffres d'affaires** sont souvent **bloqués** au même niveau qu'au début 2003 et sont toujours **en baisse dans près de 4 établissements sur 10**, plus encore dans les services. Ils ne s'accroissent que dans 2 cas sur 10.

Les  **carnets de commande**  font toutefois apparaître un **très léger mieux**. La part des responsables les jugeant insuffisants diminue par rapport à la précédente enquête et ils sont considérés comme **normaux en majorité**. Au cours de l'hiver, ils se sont **regarnis dans la construction et l'industrie** ; globalement ils se sont **étoffés dans un quart des établissements** (un tiers dans les plus grands). La **baisse des volumes d'affaires** en affecte encore pourtant **près de 4 sur 10** et la **moitié dans les services**. Les **prévisions** pour les tout prochains mois sont **plus encourageantes** avec une hausse attendue dans 3 établissements sur 10 ; l'activité se redresserait sensiblement dans les services et la construction continuerait sa progression.

Les **besoins en main d'œuvre n'ont guère été prégnants** en ce début d'année. Les **effectifs** sont demeurés **stables** dans plus de 6 établissements sur 10 et les cas de contraction sont plus nombreux que ceux d'accroissement. **Seule exception : la construction**, où près d'une entreprise sur 3 a embauché. Ces résultats sont dans l'ensemble assez voisins des prévisions effectuées en décembre dernier. Pour les **prochains mois, les créations de postes devraient augmenter quelque peu**, en particulier dans les services et la construction, mais la stabilité l'emportera encore largement.

La conjoncture est encore très indécise. La **visibilité** des chefs d'entreprise sur la suite des événements ne s'est **toujours pas dégagée** et se serait même plutôt réduite. Si **peu d'entre eux sont aujourd'hui pessimistes** (moins d'un sur 10), l'immense majorité ne se prononce pas. À noter **que la part des optimistes s'est trouvée sensiblement écornée** durant l'hiver pour revenir à moins d'un tiers. Ces incertitudes n'encouragent pas à investir : à peine 2 responsables sur 10 l'envisagent à court terme, soit presque deux fois moins qu'en décembre. Le revirement est particulièrement sensible dans les services où les intentions sont passées de 46 % à 13 % en trois mois. Force est donc de constater que les éléments d'une reprise franche ne sont pas présents, malgré un environnement international beaucoup plus porteur.

## LA CRÉATION D'ENTREPRISES TOUJOURS EN FORTE HAUSSE

Le boom de la création d'entreprises en France en 2003 a été largement exposé et commenté.

Les données fournies par la Chambre de Commerce et d'Industrie, encore provisoires pour 3 trimestres, montrent que la tendance est également perceptible en Loir-et-Cher, en particulier sur le plan des créations pures ①.

En cumul sur un an, leur nombre s'élèverait à 563, en progression de 35 % par rapport à 2002.

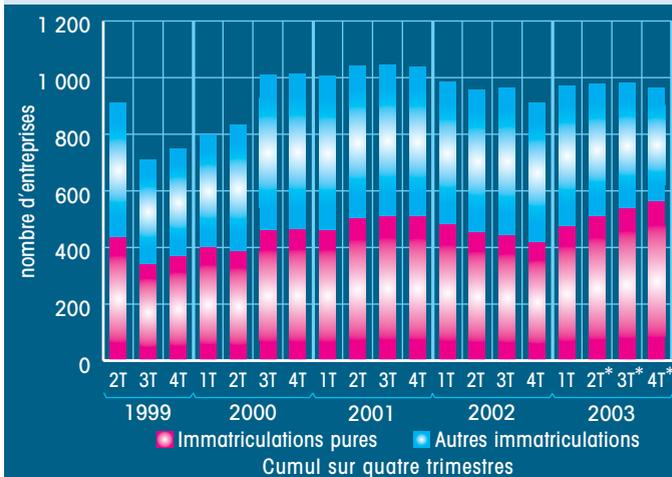
Rien qu'au 1<sup>er</sup> trimestre, pour lequel les statistiques sont définitives, la CCI a enregistré 161 créations pures ce qui représente le deuxième meilleur total depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 1996. Leur poids dans le total des immatriculations s'élève encore pour atteindre 58,3 %. Ce mouvement concerne tous les secteurs d'activité, y compris l'industrie ; néanmoins, le commerce est le plus grand contributeur.

Les radiations pures ② sont plus délicates à appréhender, de nombreuses régularisations restant à effectuer. On peut cependant penser au vu des volumes actuellement enregistrés que leur nombre sera au plus égal à celui de 2002, voire inférieur. Pour l'instant, on en compte près d'une centaine de moins. Il en résulterait donc un solde très largement positif. Celui-ci serait spécialement important dans les services aux entreprises et la construction, comme dans le tableau de bord précédent.

Dans l'artisanat ③, l'automne a été plus propice que l'été, mais le nombre des créations reste en retrait des valeurs atteintes aux deux premiers trimestres. Le résultat (106 immatriculations) est cependant supérieur d'une vingtaine d'unités à celui de l'automne 2002. Les radiations, comme toujours au dernier trimestre, sont très étoffées (113). Le solde est en conséquence négatif de 7 entreprises. Sur l'ensemble de l'année, les mouvements sont en augmentation avec 429 immatriculations (45 de plus qu'en 2002) et 385 radiations (+ 32). Le solde sur 12 mois reste stable par rapport au trimestre précédent : + 44 unités. En revanche, sa composition est très différente : en cette fin d'année, il provient quasi-exclusivement du bâtiment (+ 43).

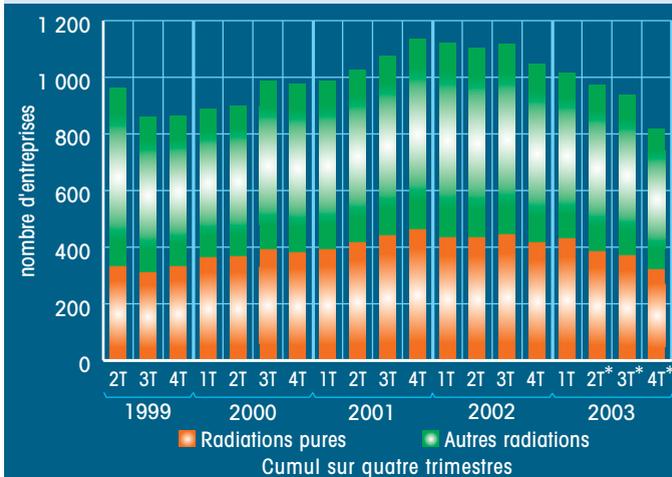
Il est également positif pour le bois-ameublement et les "autres fabrications" ; en revanche, il est négatif pour l'alimentation (- 7), le second semestre n'ayant pas confirmé le sursaut du premier, mais aussi pour les services (- 6) qui renouent ainsi avec une tendance à l'érosion qui semblait avoir été enrayée en 2002.

## 1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## 2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



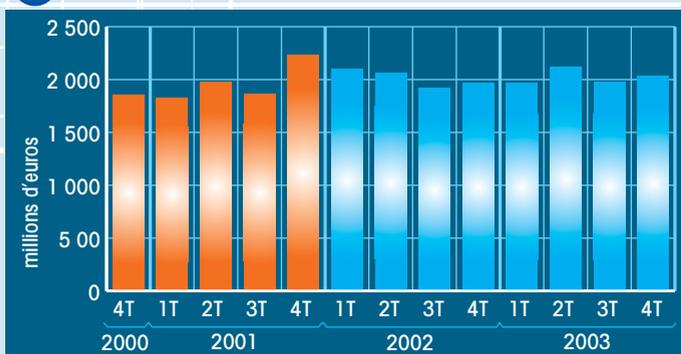
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## 3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



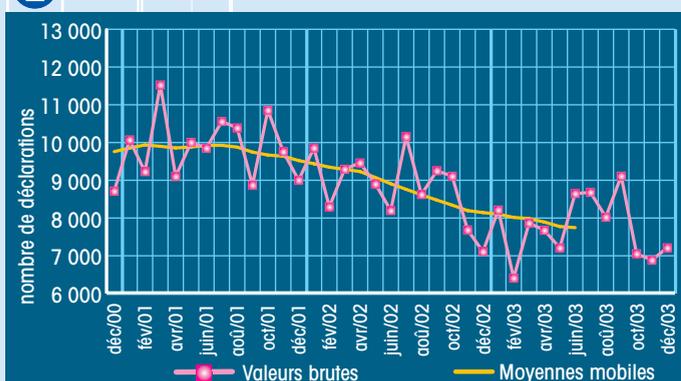
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

## 1 Chiffres d'affaires des entreprises



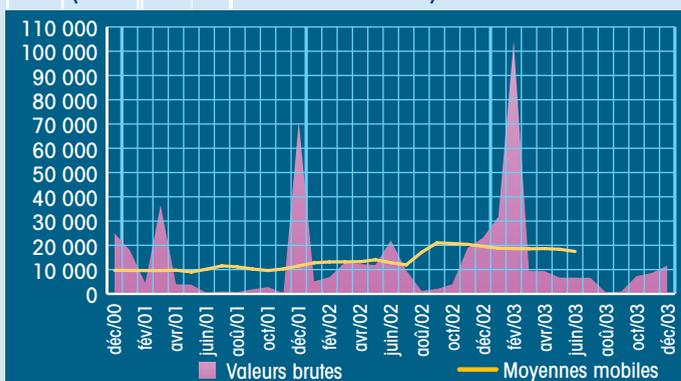
source Direction des services fiscaux : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

## 2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDETFP

## 4 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

## LES CHIFFRES D'ACTIVITÉ SE REDRESSENT TRÈS LÉGÈREMENT

Ce quatrième trimestre a été un peu plus actif que celui de l'an passé. Le montant total des **chiffres d'affaires des entreprises** ① du Loir-et-Cher s'est en effet élevé à 2039 millions €, en hausse de **3,3 %** sur celui de l'automne 2002. Pour l'ensemble de l'année, on atteint un peu moins de 8113 millions €; le gain par rapport à l'année dernière est infime, + 0,7 %.

Le travail temporaire ② est en rechute après deux trimestres d'amélioration, montrant que l'embellie attendue n'est pas encore au rendez-vous en cette fin d'année. Entre octobre et décembre, **21 154 demandes préalables** à l'embauche ont été enregistrées par l'URSSAF en ce domaine, en recul de **11,5 %** par rapport à l'automne 2002. Sur l'ensemble de l'année, on repasse largement sous la barre des 100 000 demandes (93 000), soit **12,2 % de moins** qu'au cours de l'année précédente.

Le recours au **chômage partiel** ③ est comparable aux résultats du 2<sup>e</sup> trimestre, avec **27 618 heures**<sup>1</sup> indemnisables accordées durant l'automne, pour 359 salariés. C'est beaucoup moins qu'au dernier trimestre 2002 (-40 %). Le **millésime 2003** demeure néanmoins marqué par une **forte recrudescence** avec **203 900 heures**, soit une **augmentation de 56,7 %** sur l'année. Elle est imputable essentiellement au **pic du mois de février** (104 100 heures).

L'évolution de l'emploi mesurée à travers le montant des **cotisations** ④ appelées par l'URSSAF<sup>2</sup> demeure identique à celle constatée précédemment, c'est-à-dire **atone**. Entre octobre et décembre, leur montant s'établit à **216,3 millions d'euros**, en augmentation de 1,6 % seulement par rapport à l'automne 2002. Sur 12 mois, la progression est également faible : + 3,3 %. La **part des cotisations restant dues** à l'échéance ressort à **1,14 %** au 31 décembre. Ce taux n'est que **légèrement supérieur** à celui de fin 2002, alors que l'écart était jusque-là assez important. La situation financière des entreprises semble donc ne plus se détériorer, mais elle demeure délicate pour certaines d'entre elles : en décembre 1999 et 2000, le taux de reste à recouvrer tournait autour de 0,73 %.

## LE DÉFICIT DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS SE CREUSE

Le montant des **exportations** ⑤ du Loir-et-Cher s'est

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

quelque peu redressé par rapport au trimestre précédent à 300,5 millions d'euros (+ 3,5 %), mais reste **très nettement en deçà des valeurs constatées à l'automne 2002** : - 15,2 %. Ce dernier résultat n'est pas surprenant puisque les trois principaux postes apparaissent en retrait, très marqué pour l'industrie automobile (- 34,4 %), un peu moins pour la fabrication de machines et équipements (- 13,3 %) et l'industrie chimique (- 4 %) qui résistait bien jusqu'à présent. **Sur l'ensemble de l'année, le Loir-et-Cher a exporté pour 1,225 milliard €, soit près d'un quart de moins qu'en 2002.**

Les importations ont repris leur marche en avant, sur un bon rythme : 332,1 millions € entre octobre et décembre, soit un gain de 11,3 % sur l'été et de 8,9 % sur le 4<sup>e</sup> trimestre 2002. On y trouve de surcroît des signes encourageants quant à l'activité des entreprises : les importations de machines et équipements et celles de machines de bureau et de matériel informatique sont en forte hausse sur 3 mois, tout comme la chimie/pharmacie. Le total de l'année demeure néanmoins **très légèrement inférieur** à celui de 2002 (1,242 milliard €, - 1,4 %).

Les divergences d'évolution ont creusé le déficit commercial extérieur du département qui atteint plus de 31,6 millions € pour ce trimestre. Le **taux de couverture**<sup>3</sup> ressort à 90,5 %. Celui de la région est lui aussi en baisse, mais reste positif à 105,2 %.

## LES ENTREPRISES N'INVESTISSENT PAS

L'investissement des entreprises **6** reconstitué par les Services Fiscaux **n'est pas reparti** après le recul estival (+ 0,3 % seulement) et se situe donc à un niveau très bas. Le montant est **inférieur de plus de 16 %** à celui du 4<sup>e</sup> trimestre 2002.

Contrairement à ce que laissaient prévoir les autorisations délivrées au 3<sup>e</sup> trimestre, les **nouvelles surfaces de locaux d'activités 7** se révèlent maigres cet automne : **38 144 m<sup>2</sup>** seulement, soit presque **40 % de moins** qu'au cours des deux trimestres de référence. L'amélioration précédente aura donc été de courte durée. Pour **l'ensemble de l'année**, le total plafonne à 201 798 m<sup>2</sup>, constituant le **plus mauvais résultat** depuis au moins 6 ans. Il se situe 5,1 % en dessous de celui de 2002, mais au niveau régional, c'est encore plus brutal : - 12 %. Le détail par activité permet cependant de **nuancer le constat** : les surfaces destinées à **l'industrie se sont bien tenues** (+ 5,6 %), tout comme les bâtiments de stockage. On a également construit **deux fois plus de m<sup>2</sup>** de bureaux qu'en 2002. Les locaux agricoles sont à l'inverse en très fort repli, le recul des locaux commerciaux étant plus mesuré. C'est avec la plus grande prudence que l'on signalera que les surfaces autorisées durant le trimestre se situent à un niveau très satisfaisant.

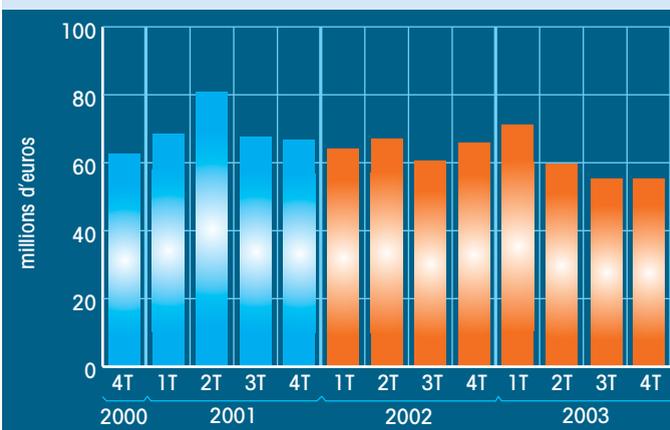
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

## 5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



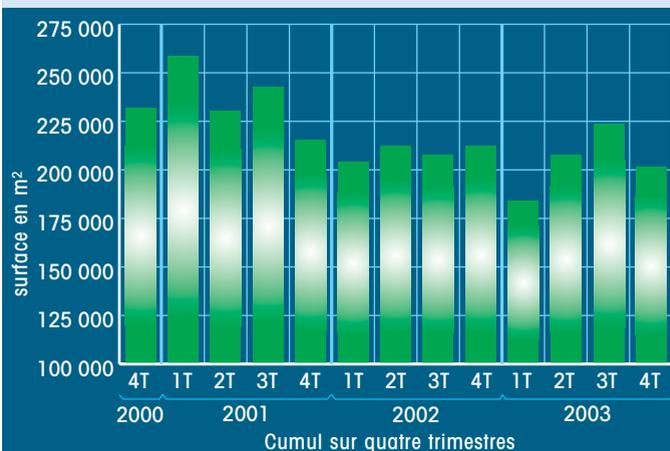
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

## 6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

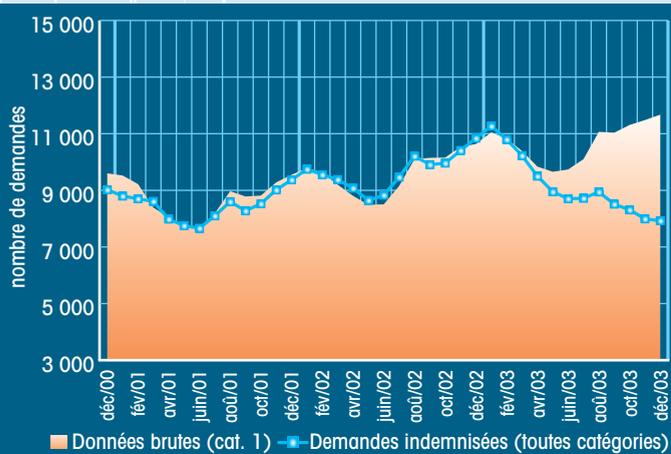
## 7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES\*)



source DRE - fichier Sitadel

\* Cumul glissant sur quatre trimestres.

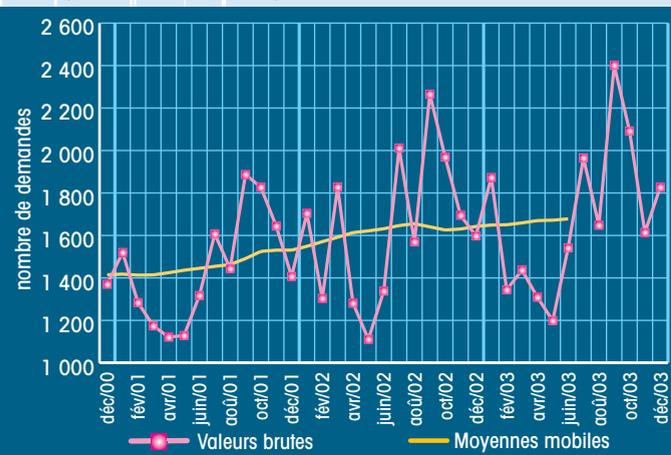
## 1 DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

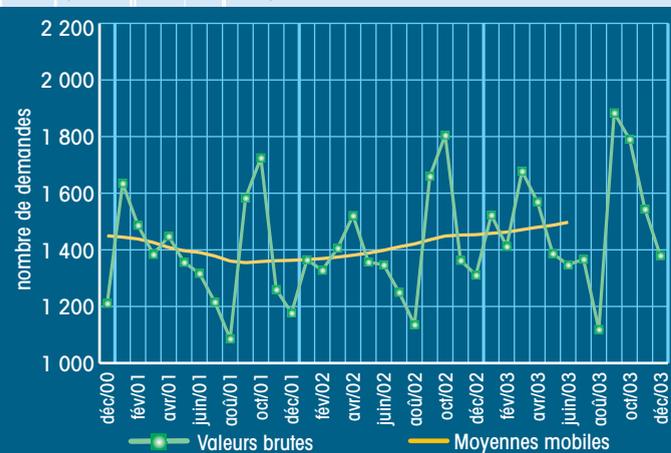
## 2 DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

## 3 DEMANDES D'EMPLOI SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

## LE CHÔMAGE A PROGRESSÉ MOINS VITE EN FIN D'ANNÉE

La progression du chômage a sensiblement décéléré au cours du 4<sup>e</sup> trimestre. En données corrigées des variations saisonnières il n'a en effet augmenté que de 0,9 %, contre + 2 % durant l'été. Ce résultat est meilleur que pour l'ensemble du Centre (+ 2,1 %), au sein de laquelle trois départements ont au contraire subi une dégradation importante : + 2,9 % pour l'Indre-et-Loire, + 3,2 % pour l'Indre et + 4,4 % pour le Loiret. La moyenne française est moins élevée à + 0,4 %. **Au 31 décembre**, le département compte **11 080 demandeurs d'emploi en données CVS et 11 674 en données brutes**.

**Sur l'année, la croissance demeure forte : + 9,7 %** ; elle est un peu inférieure à celle de la région (+ 10,3 %), alors que pour le pays, elle est plus limitée (+ 6 %).

Dans la zone d'emploi de **Romorantin**, on souffle un peu en attendant l'arrivée sur le marché du travail en mars/avril des salariés de Matra qui resteront sans solution à l'issue de leur congé de reclassement. Fin décembre, la hausse du chômage sur un an reste limitée à **4,6 %**. Celle de **Vendôme** connaît une évolution moyenne (+ 7,6 %), la plus touchée demeurant pour l'instant celle de **Blois** avec + 13,2 %.

On compte toujours moins de chômeurs **bénéficiant d'une indemnisation ①** : 7 296 au 31 décembre, soit **7 % de moins en 3 mois et 27 % de moins qu'un an auparavant**. Les nouvelles modalités applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2004 ne pourront que renforcer cette tendance.

Le **chômage masculin progresse toujours plus vite que le féminin**, mais les rythmes d'évolution annuelle se sont encore rapprochés avec + 11,8 % pour les premiers et + 7,5 % pour les secondes. **La part des hommes** reste toutefois **élevée** : 52,7 % du total des demandeurs pour l'ensemble du Loir-et-Cher. **Les écarts se sont également réduits pour les tranches d'âge**. Sur l'année, c'est finalement pour **les plus de 50 ans** que l'on constate **la plus forte aggravation** (+ 13,2 %), devant les moins de 25 ans (+ 12,1 %). Pour ces derniers, on note un rééquilibrage dans le Romorantinais après la forte poussée de 2002 (- 11,4 %), tandis que leur situation s'est énormément détériorée dans le Blaisois (+ 24,2 %). Le nombre **des chômeurs de longue durée** s'accroît un peu moins vite sur 12 mois qu'en septembre, mais la pente demeure rude : + 15,4 % ; ceux ayant une durée d'inscription comprise **entre 1 et 2 ans** sont les plus atteints (+ 20,9 %). En ce qui concerne les **catégories socioprofessionnelles**, 2003 aura été marquée par une augmentation particulièrement forte du **chômage des cadres** (+ 22,5 %) et des agents de maîtrise (+ 19,4 %). L'évolution est toutefois à peine inférieure pour les employés non qualifiés (+ 18,4 %).

Les **flux d'entrées** ② sont en général moins étoffés au 4<sup>e</sup> trimestre ; c'est encore le cas cette année avec **5 533 inscriptions nouvelles, soit 8 % de moins que durant l'été**. Ce volume est cependant supérieur à celui de l'automne 2002 (+ 5,2 %). En **cumul annuel, l'accroissement est finalement limité à 2,9 %**, rythme plus faible qu'au niveau régional ou national. Les **licenciements économiques ont fait un nouveau bond** ce trimestre (+ 38 %) et terminent 2003 en hausse de près de 15 %. Les fins de contrats courts et de missions d'intérim sont inversement en retrait par rapport à 2002.

De leur côté, les **sorties** ③ sont plus nombreuses : 4 715 entre octobre et décembre soit 7,9 % de plus qu'au 3<sup>e</sup> trimestre. Sur l'année, le gain est de 6,8 %, soit **deux à trois fois plus que dans le Centre ou la France**. L'absence au contrôle est toujours le principal motif de radiation ; il a progressé de 30 % en 2003. Les reprises d'emploi se sont au contraire tassées de 4,5 %.

Au 31 décembre, le **taux de chômage** ④ s'établit à **8,3 % pour le Loir-et-Cher**. Il est quasiment stable depuis mars, tant pour le département que pour chacune des zones d'emploi (Blois : 8,2 %, Vendôme : 8,4 %, Romorantin : 8,8 %). Il continue à croître légèrement dans la région (8,5 %), le taux national demeurant inchangé à 9,7 %.

## LES BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE RECHUTENT FORTEMENT

Poursuivant sur leur lancée estivale, les **offres d'emploi** ⑤ se sont contractées de nouveau au 4<sup>e</sup> trimestre. Avec **2 167 offres** seulement, on atteint le **plus faible total depuis 8 ans**. Il est en retrait de 18,5 % sur l'été dernier et de 7,5 % sur l'automne 2002. Cette dernière évolution est entièrement imputable aux offres relatives à des **contrats de 3 à 6 mois** qui sont en **baisse de 21,5 %**, alors qu'un très léger mieux est enregistré pour les emplois durables (plus de 6 mois), qui représentent plus de la moitié des offres déposées ce trimestre, et les emplois occasionnels. Pour **l'ensemble de l'année, 11 704 offres** ont été enregistrées par l'ANPE, soit **9,6 % de moins qu'en 2002**. Le recul est deux fois plus élevé dans le Centre, mais plus limité en France. Seuls les emplois occasionnels ont été plus nombreux.

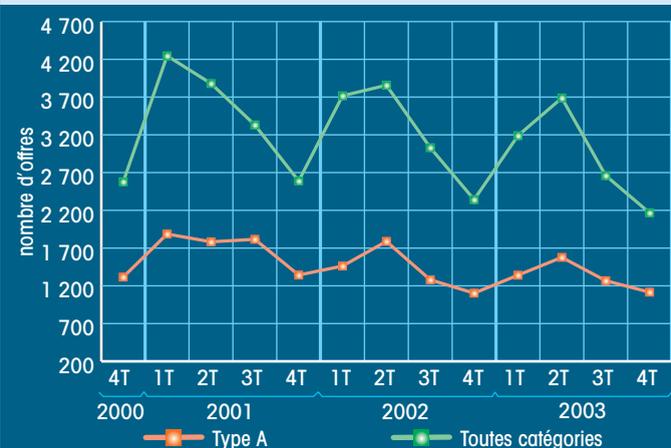
Un mouvement similaire est constaté pour les **déclarations préalables à l'embauche** ⑥. Entre octobre et décembre, L'URSSAF en a enregistré **11 284** hors agriculture. Le recul par rapport au trimestre précédent était attendu, mais il est particulièrement prononcé (- 25,8 %) ; le **déficit** est nettement moindre vis-à-vis de l'automne 2002, - 1,1 %. **Pour toute l'année 2003**, il atteint **6,7 %**, avec une pointe à - 18,3 % pour l'industrie. La construction est le seul secteur où les DPAE sont plus nombreuses qu'en 2002, le gain étant appréciable (+ 13,1 %).

### ④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DDEFP

### ⑤ Offres d'emploi ENREGISTRÉES



source ANPE

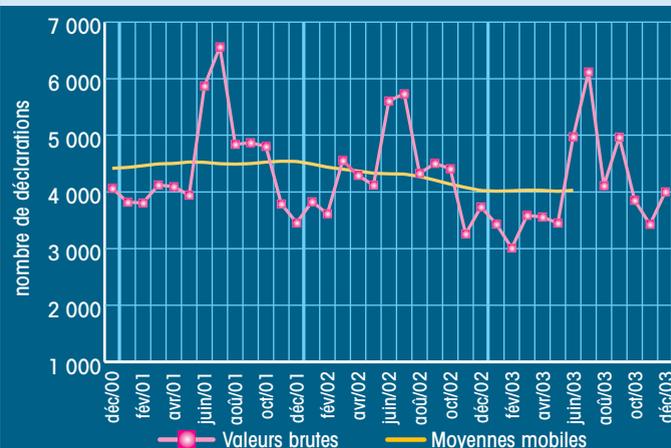
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

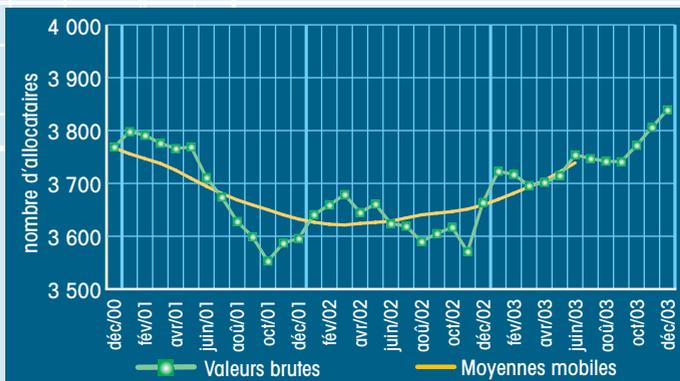
### ⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



sources CAF et MSA

## 2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

## 3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES\*)



source DRE - Sitadel

(\*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

## 4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

## LA PRÉCARITÉ REGAGNE DU TERRAIN

Longtemps repoussée, la remontée du nombre des bénéficiaires du RMI ① s'est produite en cette fin d'année. Au 31 décembre, le Loir-et-Cher en compte 3 839, soit une augmentation de 2,6 % en trois mois. Cette accélération se traduit bien évidemment sur le rythme annuel qui s'établit à + 4,8 % pour 2003.

Mauvais trimestre aussi pour le surendettement avec 168 nouveaux dossiers ②, soit 10,5 % de plus qu'en été. Sur un an, la commission a été saisie de 677 demandes contre 637 en 2002, représentant un accroissement de 6,3 %. Cette évolution demeure toutefois en deçà de celle observée dans le Centre (+ 10 %) et en France (+ 14 %).

## LE LOGEMENT RESTE UNE VALEUR SOLIDE

Le léger passage à vide du 3<sup>e</sup> trimestre dans la construction de logements ③ est totalement effacé par l'intense activité démontrée entre octobre et décembre : 470 mises en chantier, troisième meilleur total depuis début 1999. La maison individuelle se taille une fois encore la part du lion (403), mais le collectif est plus fourni qu'en été (67).

Le déficit du 1<sup>er</sup> trimestre n'est cependant pas entièrement rattrapé ; pour l'ensemble de l'année, 1 566 logements nouveaux ont été lancés, soit 11 % de moins qu'en 2002. Ce recul est imputable en totalité au recul des programmes collectifs. En moyenne régionale, on enregistre à l'inverse un gain de 12,4 %. Si l'on en juge par les volumes d'autorisations, encore en hausse tant dans le département que la région, aucun temps mort n'est à prévoir dans les prochains mois.

Le montant des transactions dans l'immobilier ④ ancien se situe presque au niveau record atteint au trimestre précédent avec 119 millions d'euros. C'est 12,5 % de plus qu'à l'automne 2002. Le cumul pour 2003 s'élève à 442 millions d'euros, en progression de 5,8 %. Ces résultats sont à rapprocher de l'envolée des prix constatés en ce domaine.